

Certains éléments de revenu de provenance canadienne versés à des non-résidents sont assujettis à un impôt de 25% retenu à la source par le payeur canadien. Cet impôt de retenue touche les intérêts (sauf l'intérêt sur certaines obligations et l'intérêt payé à certains prêteurs exemptés), les dividendes, les loyers, les redevances (notamment les redevances provenant des films de cinéma et des films pour la télévision), les honoraires de gestion, les revenus de fiducie et de succession, les pensions alimentaires, les prestations de pension (à l'exception de la pension de sécurité de la vieillesse et des prestations du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec), les paiements de revenus différés et la partie imposable des rentes.

Le 25% peut être modifié par des conventions fiscales. Le taux d'imposition applicable aux dividendes est réduit de 5% dans le cas de dividendes versés par une corporation appartenant en partie à des Canadiens. De façon générale, une corporation est considérée comme appartenant en partie à des Canadiens si 25% de sa masse de fonds et de son capital-actions donnant droit de vote sont détenus par des Canadiens et (ou) par des corporations contrôlées au Canada, ou si le capital-actions de la corporation donnant droit de vote est coté à une bourse canadienne et qu'au plus 75% des actions en circulation donnant droit de vote appartiennent à un non-résident seul ou associé à des personnes apparentées.

Les non-résidents qui reçoivent de sources canadiennes uniquement des revenus soumis à cette retenue ne produisent pas de déclarations au Canada. Toutefois, les personnes qui touchent des loyers sur des biens immobiliers, des redevances d'exploitation forestière, des prestations de pension ou des produits de revenus différés peuvent choisir de remplir une déclaration et d'être imposées selon les taux afférents aux corporations ou aux particuliers.

**Impôt sur les biens transmis par décès et sur les donations.** Auparavant, l'administration fédérale levait des impôts sur les biens transmis par décès et sur les donations. Ces impôts ne s'appliquent pas s'il s'agit de décès survenus après 1971 ou de donations effectuées après 1971.

**Taxes d'accise.** La Loi sur la taxe d'accise établit une taxe de vente générale et des taxes d'accise spéciales portant sur les marchandises importées au Canada et sur les marchandises produites au Canada; les marchandises exportées en sont exemptées.

La taxe de vente générale est de 12%. Elle est perçue sur le prix de vente du fabricant à l'égard des marchandises produites ou fabriquées au Canada, ou sur la valeur à l'acquitté des produits importés au Canada. La «valeur à l'acquitté» comprend les droits de douane s'il y a lieu. Dans le cas des boissons alcooliques et des produits du tabac, le prix de vente aux fins de la taxe de vente comprend les droits d'accise prélevés en vertu de la Loi sur l'accise. Le taux de la taxe de vente sur une longue liste de matériaux et matériels de construction est de 5%.

Certaines marchandises sont exemptées de la taxe de vente: les médicaments, l'électricité, les combustibles d'éclairage ou de chauffage, tous les vêtements et chaussures, les produits alimentaires, une longue liste de matériels de transport et de construction, ainsi que les articles et matériels achetés par les hôpitaux publics et certains établissements de bien-être. Sont aussi exonérés dans une grande mesure les produits de l'agriculture, des forêts, des mines et de la pêche, et presque tout l'outillage agricole et les engins de pêche. Les machines et le matériel servant directement à la production, les matières consommées ou employées dans la production, ainsi que le matériel acquis par des fabricants ou des producteurs pour prévenir ou réduire la pollution de l'eau, du sol ou de l'air causée par leur activité manufacturière sont également exonérés. Un certain nombre d'articles sont exemptés de la taxe lorsqu'ils sont achetés par des municipalités. Toutes ces exemptions, et bien d'autres encore, figurent dans les annexes de la Loi sur la taxe d'accise.

En vertu de la Loi sur la taxe d'accise, certains articles sont frappés de taxes d'accise spéciales en plus de la taxe de vente. Quand il s'agit de taxes calculées sur la valeur, elles sont perçues sur le même prix ou sur la même valeur à l'acquitté